

Note – Proposition de positionnement face au programme économique d'Emmanuel Macron

A l'attention de Mme Marine Le Pen, candidate à la présidence de la République

Lundi 01 mai 2017

Présenter M. Macron comme le promoteur de l'économie du sacrifice et de la casse sociale :

- *Il reprend l'idée selon laquelle le fort taux de chômage s'expliquerait par les rigidités du marché du travail et par un coût du travail trop élevé. Cela nécessiterait plus de flexibilité de l'emploi, moins de protection des salariés, ainsi qu'une mise en cause du droit du travail et du paritarisme.*
C'est oublier que, depuis les années 1980, la France n'a cessé d'augmenter la flexibilité du travail : le recours aux emplois temporaires a été multiplié par 5 pour l'intérim, par 4 pour les CDD, par 3 pour les stages et les contrats aidés. Pas moins de 17 réformes sur la protection de l'emploi ont été menées en France de 2000 à 2013.
Pour quels résultats ? Le chômage et la précarisation de l'emploi n'ont cessé de progresser. Même constat à l'échelle européenne : en Italie (47 réformes sur la même période), Espagne (39) ou en Grèce (23), le chômage a aussi atteint des niveaux record. Et l'Allemagne, qui a certes diminué son taux de chômage, l'a fait par des gains de compétitivité qui ont déstructuré la zone euro, par l'extension de la pauvreté au travail (mini-jobs) et par la décreue démographique.
- *Il envisage d'économiser 10 milliards sur l'assurance-chômage, essentiellement par un contrôle accru des chômeurs.*
Ce positionnement est inique : dans une économie où il manque plus de 4 millions d'emplois, le contrôle des chômeurs conduirait à plonger nombre d'entre eux et leurs familles dans la précarité. La "justice sociale" n'est donc qu'un slogan électoraliste ?
- *Enfin, le projet de M. Macron ne permettra pas de rétablir le pouvoir d'achat des Français.*
En remplaçant la cotisation salariale maladie par un alourdissement de la CSG, il reprend d'une main ce qu'il donne de l'autre. Vieilles recettes utilisées il y a 20 ans sous les gouvernements Juppé ou Jospin, et qui ont montré leurs limites.
Cette hausse de la CSG pèsera de façon concentrée sur les revenus de l'activité et de l'épargne, impactera la plupart des retraités et surtout les revenus du capital (étonnement contradictoire de la part de celui qui veut relancer l'investissement).

Présenter M. Macron comme le candidat des mythes et des chimères :

- *Il parle d'un plan de formation des chômeurs ; le chômage serait dû à un problème de formation.*
C'est omettre que les entreprises profitent du chômage de masse pour augmenter leurs exigences à l'embauche, alors qu'elles acceptaient jadis de former les salariés embauchés aux compétences requises.
Plus que de formation hors des entreprises, les salariés (les jeunes en particulier) ont besoin de création d'emplois (une compétitivité monétaire retrouvée, une relance des exportations et un plan de développement du tissu industriel). Former n'est efficace que quand il y a du travail à la sortie.
- *Il prône la mise en place d'un budget de la zone euro.*
Irréaliste. Ce vieux serpent de mer est le cauchemar des Allemands, paniqués à l'idée de devoir payer pour l'inconséquence supposée des Grecs et des Italiens. Berlin reste farouchement attaché à son indépendance budgétaire.
- *Il propose un plan de relance de l'investissement européen.*
Il existe déjà. C'est le "plan Juncker", qui d'ailleurs est loin d'avoir fait ses preuves.

Présenter M. Macron comme le candidat de l'entourloupe et des faux diagnostics :

- *Il propose l'exonération de taxe d'habitation pour 80 % des ménages.*
Une promesse électorale quand on sait que l'État devra mettre la main à la poche et trouver 10 milliards d'euros par an pour compenser cette suppression.
Des coupes budgétaires et des hausses d'impôts en perspective ?
- *Il suggère de limiter l'ISF au patrimoine immobilier pour favoriser l'investissement.*
En réalité, en exonérant d'ISF les détenteurs d'actifs financiers, il ampute de moitié les recettes de ce dispositif fiscal (5,2 milliards d'euros en 2016) et fait, par là-même, un cadeau fiscal énorme aux plus riches ayant des fortunes dépassant les 10 milliards d'euros.
Surtout, cette mesure de baisse de la fiscalité sur le capital des hauts revenus est en contradiction avec une hausse de la CSG, qui porte aussi sur les revenus du capital, qu'il prône d'autre part...
- *Il annonce la fusion du RSI et des Urssaf.*
Ceci est la démonstration de sa très faible compréhension de ce qu'est un entrepreneur : cela reviendrait à nier la spécificité entrepreneuriale des indépendants, mais c'est surtout un contresens à l'heure de la révolution numérique qui suggère d'inventer un modèle souple et agile pour les autoentrepreneurs et indépendants.
- *Il défend une baisse d'impôt sur les sociétés.*
... mais sans traiter les taxes à la production. Sa proposition répond aux activités de service à valeur ajoutée des métropoles, mais oublie les territoires les plus fragilisés en besoin d'industries manufacturières.

Présenter M. Macron comme le candidat de l'illusion du renouveau :

- *Adeptes du marketing politique, il se présente comme un produit neuf et « hors système ».*
Publicité mensongère au vu de sa lourde responsabilité dans le bilan du dernier quinquennat : matraquage fiscal sur les ménages (47,3 milliards d'euros de prélèvements obligatoires en plus entre 2012 et 2017) ; effet récessif à hauteur de près d'un point de croissance perdu par an ; résultats sur la baisse du chômage inexistantes...
- Loin de l'image médiatique et juvénile qu'il souhaite donner, M. Macron est le candidat du passif. Il incarne en vérité un logiciel politique dépassé, celui qui n'a cessé, depuis 40 ans, de produire aliénation, déracinement et pauvreté.

*